

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

JANVIER 1968.

EXPLOITATION 1968

L'attaque des capitalistes contre le niveau de vie des travailleurs se poursuit de jour en jour. La généralisation de la T.V.A. a été l'occasion d'une augmentation spectaculaire du prix des denrées de base. Mais le problème qui inquiète le plus les travailleurs est encore celui du chômage.

Cette inquiétude est compréhensible. Nombreux sont ceux qui gardent le souvenir, soit directement, soit par l'intermédiaire de leurs parents, du chômage des années 30 et des millions de travailleurs qu'il a réduits à la misère.

A l'heure actuelle, il y a probablement 450.000 chômeurs sans compter les centaines de milliers de jeunes qui cherchent en vain un emploi. Il est possible que le chômage continue à s'aggraver mais il faut souligner que ce chômage n'est pas celui des années 30. Il s'agit alors d'une crise générale du capitalisme que les dirigeants ne maîtrisaient pas; aujourd'hui, il s'agit plutôt d'une action consciente de ces mêmes capitalistes pour créer une réserve de chômeurs et peser ainsi sur les salaires et les conditions de travail de ceux qui restent dans la production.

Comprendre cela, c'est comprendre l'illusion des soi-disant solutions proposées par les directions des syndicats et partis "de gauche".

Ces organisations bavardent sur deux plans: tantôt, elles donnent des conseils judicieux aux patrons qui, malheureusement bornés, refusent de les écouter. A d'autres moments, elles "ouvrent la perspective" d'un gouvernement de gauche qui, au cours d'une opération magique sur laquelle on n'a pas encore de précisions, supprimera le fameux chômage.

La première attitude apparaît dans un communiqué de la commission administrative de la C.G.T., publié au début du mois, qui affirme gravement: "L'arrivée prochaine de milliers de jeunes dans la vie active impose non seulement la création d'emplois nouveaux mais une éducation professionnelle adaptée à la fois à la nature de ces emplois et aux exigences des transformations techniques". Question qui avait sûrement échappé à la vigilance des capitalistes.

Prise de position du même ordre de la part de la C.F.D.T. de la Loire-Atlantique qui propose de mettre à la pré-retraite les travailleurs âgés pour employer des jeunes. Dans son enthousiasme,

siasme, elle est allée jusqu'à faire remarquer aux patrons que le "rendement" des vieux "diminue avec l'âge". Cette précieuse indication n'a pas suffi au patronat qui a réaffirmé son attachement à la retraite ... à 65 ans.

Quant à la seconde attitude, elle sera également difficile à faire avaler. Car le chômage n'est pas limité à la France; il touche, pour les mêmes raisons, les Etats-Unis, l'Allemagne et tout particulièrement l'Angleterre pourtant gouvernée par des travaillistes qui, dans l'opposition, n'étaient pas moins à gauche que MITTERAND, DEFERRE ou MOLLET. Alors, qui nous garantit que ces derniers ne feront pas aussi mal? Le strapontin accordé à WALDECK-ROCHET, peut-être?

En réalité, WILSON ou les conservateurs, MITTERAND ou POMPIDOU, c'est toujours les capitalistes qui gouvernent. Et puisqu'ils ont décidé de créer une masse de chômeurs, ils n'accepteront qu'un gouvernement qui les aidera dans ce sale boulot.

Que les réformistes en tous genres le veuillent ou non, ce n'est pas au Parlement mais dans les usines que la classe ouvrière résoudra ses problèmes. Chômage ou pas, c'est là qu'il faut continuer à lutter.

Il est vrai qu'avec un nombre important de chômeurs, la lutte est plus difficile. Mais les travailleurs qualifiés ne sont pas touchés massivement par le chômage et les travailleurs sans qualification ne sont pas encore tous menacés. Les patrons ont encore besoin de professionnels, d'agents techniques et de rédacteurs. Même les O.S. et les manoeuvres, ils ne peuvent heureusement en licencier qu'une petite partie. Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de céder à la panique.

La solution est entre les mains de ceux qui restent au travail. S'ils résistent à l'aggravation des cadences, s'ils refusent de faire des heures supplémentaires, ils obligeront les patrons à embaucher des chômeurs. En défendant leur santé et leur vie, ils aideront ces derniers.

Journalistes, dirigeants syndicaux, sociologues écrivent chaque année des milliers de pages sur la classe ouvrière, pour nous annoncer sa disparition ou son embourgeoisement.

D'autres restent silencieux sur la vie au travail et se contentent d'expliquer que l'important c'est ce que "pensent" et font les dirigeants américains, russes, français, chinois etc...

Des travailleurs ne sont pas d'accord.

Ils expliquent leur vie sur les lieux de travail et l'exploitation qu'ils y subissent dans la brochure :

DES TRAVAILLEURS PARLENT.

Demandes-la en écrivant à: Jean RENAULT - 73, rue Blanche - Paris 9°
(adresse postale uniquement).

Un lecteur nous a adressé un récit de la journée du 13 décembre à MARSEILLE. Ce texte est arrivé trop tard pour le dernier numéro de " LUTTE DE CLASSE ". Nous le publions, malgré le retard, pour montrer que les problèmes se posent partout de la même façon.

les manifestations du 13 décembre à Marseille

Lors de la "journée de grèves d'ampleur nationale" lancée par la C.G.T. et à laquelle s'est jointe la C.F.D.T., une manifestation de grévistes s'est déroulée sur la place de la Joliette.

Jusqu'à une heure très avancée de la matinée, il n'y avait encore qu'un petit nombre de manifestants, appartenant pour la plupart aux organisations syndicales de la C.G.T. et C.F.D.T. Bien entendu, s'y trouvait aussi tous les bureaucrates politiques et syndicaux qui vont perdre un certain nombre de fauteuils d'administrateurs dans la réorganisation actuelle de la Sécurité Sociale. Lorsque 5.000 personnes furent rassemblées à grand peine, le cortège démarra vers le Vieux-Port où sa dislocation était prévue par le Comité d'organisation. Aussitôt, quelques dockers qui se trouvaient aux premiers rangs lancèrent le mot d'ordre d'"Unité", qui fut vite abandonné car personne n'y fit écho à l'arrière. Puis vint le tour de l'inévitable "POMPIDOU des sous" et des coups de.... trompette.

Précédant le défilé, dans lequel peu de banderolles sont apparues, une voiture-radio de la Préfecture et quelques éléments d'un peloton de flics à vélo dirigeaient la bonne marche des "opérations", ceci en communication avec les chefs du service d'ordre C.G.T.; au carrefour du Boulevard Colbert et de la Rue de la République, un cordon policier canalisait la manifestation. Lorsque les manifestants arrivèrent au niveau des immeubles qui abritent les services administratifs des Messageries Maritimes et des autres compagnies de navigation, beaucoup de cris hostiles jaillirent, mais rapidement un bonze du service d'ordre intima aux dockers de se taire et de "garder leur dignité et leur discipline". A tous ces cris et dans un bel esprit de chauvinisme nationaliste, succéda l'incroyable "Pavillon Français" qui est le résultat direct de toute la propagande menée par la puissante C.G.T. des quais et docks. C'est de cette façon qu'elle envisage de donner une solution rapide aux problèmes provoqués par le mouvement de concentration de l'Armement.

Si la compagnie de Navigation Mixte et la Compagnie Générale Transatlantique se regroupent, ce n'est nullement un effet de la "liquidation de la marine marchande" comme aime le laisser entendre la C.G.T. Les ventes de cargos d'importance moyenne à des armateurs étrangers, et la mise

.../...

au rancart de bateaux devenus inadéquats pour satisfaire aux besoins capitalistes du moment, vont permettre à ces deux grandes compagnies de réaliser une meilleure exploitation de leurs lignes avec un personnel navigant réduit. Quant à cette concentration, elle leur a permis d'éliminer leurs autres concurrents. La modernisation des techniques de manipulation des marchandises et du frêt, la mise en place de quais à containers, vont assurer la poursuite de l'exploitation du Port. Depuis avril 1966, le contrôle du port de Marseille est réalisé par un organisme étatique, le "Port autonome de Marseille", alors que jusqu'ici, il appartenait à la vieille Chambre de commerce. Désormais, le "Port autonome" fournit la plus grande partie des capitaux utilisés pour la construction de la nouvelle infrastructure. Cette profonde transformation constitue la seule réalité, une réalité objective que les dérisoires formes de lutte adoptées par les appareils syndicaux ne pourront jamais infléchir. D'ailleurs, les bureaucrates des syndicats interviennent beaucoup plus pour préserver leurs propres privilèges dans la société d'exploitation, que pour défendre réellement les travailleurs. Leurs situations dans les Comités d'Entreprise et leur participation dans les divers organismes de la Sécurité Sociale sont, pour eux, beaucoup plus importantes que le sort des travailleurs.

Lorsqu'elle fut parvenue au bas de la rue de la République, la manifestation se dispersa sur l'ordre du service d'ordre et il ne fallut que dix minutes pour rétablir la circulation interrompue pendant un court moment.

Ces formes de "mobilisation" n'expriment absolument pas un moment plus conscient de la lutte de classe, mais les besoins de la bureaucratie syndicale pour le maintien de ses privilèges, qu'elle craint de perdre par-dessus tout. Que lui importe que la grève du 13 soit entièrement récupérée dans la production des jours qui vont suivre? Elle laisse tout à fait intacts les rapports de production capitalistes contre lesquels les travailleurs ne peuvent intervenir efficacement qu'en s'attaquant à la production, laquelle constitue la véritable assise de la société capitaliste.

La grève du 13 décembre ne peut menacer la bourgeoisie car elle a pour but réel de donner un peu plus de puissance matérielle et morale aux appareils syndicaux dans l'évolution bureaucratique et étatique du système qui ne peut vivre sans cette alliance.

records français

Depuis quelques années, les travailleurs français s'entendent dire sur tous les tons qu'on ne peut pas satisfaire leurs demandes d'augmentation de salaire à cause du Marché Commun.

Les patrons ne demanderaient pas mieux que de les payer plus, leur dit-on, mais à l'heure où les frontières s'ouvrent, ce serait la mort de l'industrie française: celle-ci n'est déjà pas assez compétitive parce qu'elle verse des salaires plus élevés que les industries des cinq autres pays du Marché Commun.

.../...

Alors on demande aux travailleurs français de montrer leur patriotisme en se serrant la ceinture.

Or les services du Marché Commun viennent de publier des statistiques sur les salaires versés dans les six pays. Et ces chiffres, tout ce qu'il y a de plus officiels, nous apprennent que les ouvriers français sont, après leurs camarades italiens, les plus mal payés!

Ils touchent en moyenne 4,05 francs de l'heure alors que les salaires horaires moyens sont au Luxembourg de 6 francs, en Allemagne de 5,75 francs, en Belgique de 5,05 francs et aux Pays-Bas de 4,75 francs; les ouvriers italiens, eux ne touchent que 3,45 francs. Ces chiffres comprennent le salaire proprement dit (avec les heures supplémentaires), les primes régulières, les indemnités de vie chère, les primes de rendement, les allocations de casse-croûte....

Et ce n'est pas tout. Ce sont les ouvriers français, toujours d'après les mêmes statistiques officielles, qui travaillent le plus: en 1966, la durée du travail en France était de 47,3 heures contre 45,9 aux Pays-Bas, 45,7 au Luxembourg, 44,2 en Belgique et 43,9 en Allemagne.

Pour ce qui est de l'exploitation des travailleurs, les patrons français sont en bonne position.

les paroles et les actes

C'est l'histoire, malheureusement banale, d'un licenciement. Une employée accomplissait ses fonctions "à la satisfaction générale".

Jusqu'au jour où, en quête d'un appartement, elle demande à son employeur un certificat attestant qu'il verse bien la cotisation de 1% sur les salaires à l'aide au logement. Non seulement ce dernier ne lui est pas fourni, mais elle découvre un document, dont elle prend photocopie, qui prouve que l'employeur ne paie pas la cotisation en question.

On la licencie alors d'autant plus allégrement qu'on ne lui aurait pas pardonné, paraît-il, d'avoir, en tant que déléguée du personnel, tenté une action syndicale.

Tentatives de conciliation. On utilise le mari pour faire pression sur sa femme et l'amener à écrire une lettre d'excuses à la suite de laquelle on lui propose généreusement de la réintégrer. A un poste inférieur, cela va sans dire. L'employée intente alors un procès et demande des dommages-et-intérêts. " Il y avait faute... et quand il y a faute de l'employée, même vénielle, il ne peut pas y avoir de licenciement abusif "... proclamera au cours des débats le défenseur de l'employeur.

Une histoire banale, disions-nous. Mais qui devient particulièrement révélatrice quand on sait que ce défenseur zélé du meilleur des mondes capitalistes plaide ici pour l'association FRANCE-U.R.S.S. et que c'est en tant que membre du P.C. que l'on a utilisé le mari... et choisi l'avocat.

" Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ". Elles ont bonne mine, encore une fois, les déclarations du P.C. qui parlent de "progrès social" à "l'exemple de l'U.R.S.S." En fait, qu'il soit de l'ouest ou de l'est, le capitalisme montre bien le même visage. Et les travailleurs sauront bien, quant à eux, ce qu'il leur reste à faire.

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que les partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefaillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, PARIS-IX^e.